L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 4 JUILLET 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN, 4 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Jos. Rosenthal, au No 16 de la rue de Chartres, Bottes, souliers et brodequins.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, SAMEDI.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale — Un terrain borné par les rues Royale, Chartres, St Philippe et Dumaine.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale — Jolie maison rue Marais, No 239.

Par Nash & Hodgson, à la Bourse d'Encan St. Charles, rue St Charles, propriété de prix, dans le Troisième District.

Par G. de Feriet & Co., à la Bourse d'Encan St. Louis, rue St. Louis — Maison basse, No 112, rue Annette.

Par B. M. & B. J. Montgomery, à la Bourse d'Encan St Charles, rue St Charles — Bonnes résidences faisant face aux rues d'Orléans et St. Pierre.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane — Linge, chaussures et lingerie.

Par Eugène Tortue, à Alger — Le steamboat Ora.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan — Bottes, souliers et brodequins.

ATTENTION!

☞ Propriété améliorée de valeur dans le Deuxième District, à l'encan, par le shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu demain, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, d'un terrain avec des bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situées dans le Deuxième District, rue Royale, entre celles d'Orléans et St. Philippe.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

Maisons-Cottages dans le Troisième District à l'encan samedi — MM. Nash & Hodgson, encanteurs, vendront, demain, samedi, à midi, à la Bourse d'Encan St. Charles, pour cause de partage, une grande liste de maisons-cottages, situées dans le Troisième District, près le marché St. Bernard. Voyez leur annonce d'encan.

LE 4 JUILLET.

Le 4 juillet 1776 sera toujours une grande époque dans l'histoire du monde moderne et la première dans l'histoire du monde américain. Âgé de 97 ans, et touchant à la centaine qu'il est sûr d'atteindre et même de dépasser, le 4 juillet n'en est pas moins jeune de gloire et de prestige, car son œuvre a été immense et n'est pas encore terminée. Des treize colonies anglaises, qui occupaient seulement une partie du littoral atlantique, le 4 juillet fit sortir d'abord treize Etats indépendants qui occupèrent bientôt toutes les côtes Nord du Golfe du Mexique ; il fit en outre, vingt-quatre autres Etats, entremêlés de territoires déjà mûrs pour la souveraineté, et répandit son domaine sur une vaste partie du Continent américain et jusques sur les bords de l'Océan Pacifique.

Le 4 juillet a fait plus que cela, il a même peut-être fait plus qu'il n'aurait dû faire, en répandant le goût de l'indépendance et de la séparation dans les colonies européennes du Nouveau-Monde. Nombre de ces colonies, inspirées par le 4 juillet, voudront aussi se séparer de leur métropole et réussiront. La sorte que le 4 juillet régna bientôt sur tout le Mexique, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, moins le Brésil cependant qui a eu jusqu'ici la chance d'échapper à son influence, car tous les pays américains n'attendaient pas mûrs pour le 4 juillet et les Etats ou Colonies qui ont tenu bon contre la propagande ne s'en trouvent pas plus mal.

Mais le 4 juillet n'en poursuivit pas moins son œuvre. Après avoir travaillé le Continent, il travaille les Antilles et eut bientôt il ne sera satisfait que lorsqu'il aura fait rentrer dans le giron américain tous les établissements européens des Indes occidentales. Voilà ce que l'abbé Raynal n'avait pas prévu, l'abbé Raynal et bien d'autres.

Mais ce que le 4 juillet a eu d'excessif dans son influence ne peut nuire au nom de ces hommes, vrais ou grands, qui conçurent et rédigèrent la déclaration de l'independance coloniale de 1776. Deux de ces hommes furent présidents des Etats-Unis, Thomas Jefferson, de la Virginie, et John Adams, du Massachusetts, le troisième était celui dont on vient de dresser la statue sur la place Lafayette, Benjamin Franklin ; le quatrième et le cinquième étaient Roger Sherman, du Connecticut, et Robert R. Livingston, de New York, dont la mémoire est vénérée dans l'histoire de ce pays. Ces cinq hommes composaient le comité sur le rapport duquel, le troisième Congrès américain, convoqué en mai 1776, accepta et vota la célèbre déclaration qui devait rompre les liens de colonies anglaises avec leur métropole et qui en effet les rompit à jamais.

Nous ne devons point négliger de mentionner dans cette réminiscence à grands traits de l'histoire de l'Indépendance américaine, que la première résolution un froissement d'entre ce sujet fut présentée par Richard Henry Lee, député de la Virginie. Cette résolution, portait que " ces colonies sont et doivent être des Etats libres et indépendants ; qu'ils sont affranchis de toute allégeance vis-à-vis de la couronne britannique, et que toute connexion politique entre eux et l'Etat de la Grande Bretagne est et doit être entièrement dissoute.

Le mouvement avant réussi, il semble qu'après une sanction de 97 années, le sentiment du danger que courraient les promoteurs et les signataires de cette fameuse déclaration, s'efface de l'histoire. Le danger qu'ils coururent, cependant, était immense. Il y avait déjà, en juillet 1776, plus d'un an que la guerre existait, la première bataille de Lexington ayant eu lieu le 19 avril 1775, celle de Bunker's Hill le 17 juin, et celle de Sullivan Island le 28 juin de la même année. Les succès se balançaient entre les belligérants. On voyait déjà que la guerre serait longue, et de fait elle dura encore six ans après la déclaration de rupture adressée à l'Angleterre. Ce n'est que deux ans plus tard qu'un traité d'alliance et de commerce fut conclu avec la France et que les premiers navires français, sous le voile du pavillon américain, purent venir des côtes des Etats-Unis. Le fameux document fut lancé dans le monde à une époque où le peuple américain non unie, traité de rebelle, ne pouvait compter que sur lui même dans sa lutte contre la mère-patrie.

En de telles circonstances, il fallait que ces délégués coloniaux eussent un courage suprême et un patriotisme à toute épreuve pour signer la déclaration d'indépendance qui était certainement comme une déclaration de guerre à l'Angleterre. Ils n'hésitèrent pas, néanmoins, et il en est résulté pour eux, à bon droit, une gloire impérissable. De là une célébration d'anniversaire qui la perpétue.

L'histoire dit que la conduite du Congrès d'alors fut approuvée de toute l'Union, que des processions se formèrent, que les cloches sonnèrent, que le canon retentit, que des feux de joie furent allumés dans tous les hameaux et que toutes ces démonstrations furent accompagnées d'adresses patriotiques et de félicitation pour les hommes courageux qui avaient entraîné le Congrès dans la voie périlleuse mais fière de la séparation et de l'indépendance. Tel était, en grande majorité du moins, le peuple d'alors. *Quantum mutatus ab illo.*

BUREAUX DE POSTE.—Le public est prévenu que les bureaux de la Poste seront ouverts aujourd'hui, 4 juillet, à 8 heures du matin et seront fermés à midi.

☞ Il est unanimement reconnu qu'il y a beaucoup à gagner à se servir des machines à coudre de Grover et Baker, ce qui le prouve, d'ailleurs, c'est leur immense succès de vente. Dépôt général pour le Sud, au No 107 de la rue du Canal.

L'Affaire Hawkins contre le Picayune.

Il y a quelques jours, une cour de New York accordait une nouvelle addition de cause à Stokes, condamné pour avoir commis un meurtre de propos délibéré. Hier une cour de la Nouvelle-Orléans a refusé d'entendre de nouveau la défense du *Picayune*, condamné à $18,000 de dommage au profit d'un juge qui prétendait que son honneur avait été attaqué par ce journal. Un jury composé de dix nègres et de deux blancs avait rendu le verdict, et il y avait de fortes présomptions pour croire que plusieurs membres de ce jury avaient été influencés par des considérations que ni la conscience ni la justice ne peuvent admettre.

L'avocat du *Picayune* se fondait sur ces raisons pour en appeler au tribunal qui avait rendu le jugement et lui demander une nouvelle instruction de l'affaire devant un autre juri. Les témoins avaient été sommés et ils étaient présents à l'audience, moins un, le principal témoin qui, suivant le rapport du shérif, n'a pu être trouvé ni chez lui ni ailleurs, ni en aucun endroit de la paroisse d'Orléans. Au moins a-t-on pu interroger ceux qui étaient là et enregistrer leurs réponses ? Non, les interrogatoires commencés ont été arrêtés aussitôt que les réponses étaient de nature à faire croire que la corruption allait se découvrir, ce qui aurait annulé le verdict.

La cour a été prompte à dire qu'un avec du juré, que qu'il fut, ne détruisait pas le verdict et qu'un juré ne pouvait pas s'accuser lui-même d'avoir vendu son opinion. Dès lors il ne restait plus aux avocats du *Picayune* qu'à prendre des exceptions pour les faire valoir devant la Cour Suprême et c'est ce qu'ils ont fait, non, cependant, sans avoir demandé l'ajournement de l'affaire pour attendre l'arrivée du témoin principal, de celui qui, dit-on, avait confessé avoir vu un papier remarquer tendu à un des jurés et reçu par lui. La cour ayant refusé d'accorder l'ajournement, suivant la jurisprudence adoptée par elle dans la conduite de ce procès on pourrait à la lettre, le considérer, du commencement à la fin, comme un déni perpétuel de justice. C'est du moins ce que diront beaucoup de gens aujourd'hui, mêlés en sommes certain, et nous le déplorons, car au fond nous ne croirons jamais que la Cour venille prétendre qu'un verdict de juri soit absolument inattaquable.

Payement de coupons.

Un journal fait grand bruit de ce que le gouverneur Kellogg a annoncé que l'Etat se trouvait non seulement tiré à sec par l'intérêt de ses bons acquis depuis l'avènement de l'administration actuelle, mais encore le montant de certains coupons que l'administration Watmoth avait laissés en souffrance, et ce journal ajoute que c'est là la meilleure majeure de rétablir le crédit de l'Etat. Sans doute, et nous ne l'avons jamais nié ; les payements font le crédit. On savait cela avant M. Kellogg ; on le savait même avant M. Warmoth ; ou l'a même toujours su. Mais la question est, ailleurs. Faut-il soutenir le crédit de l'Etat en rainant les citoyens ? En d'autres termes, les fortunes particulières doivent-elles être sacrifiées au crédit de l'Etat ? Nous répondrons franchement, non. Nous désirons beaucoup que l'Etat ne puisse plus emprunter ou émettre de bons, et le jour où il ne pourra plus le faire sera pour nous un jour d'espérance. M. Kellogg est charmé de prouver quelques taxes se payent quand nous en gémissons. Eh bien, nous disons à M. Kellogg qu'il s'y prend mal pour gagner les bonnes grâces de la population. Au lieu d'annoncer le payement des coupons, qu'il annonce la banqueroute et nous lui garantissons un succès colossal !

AUX VOYAGEURS. — Les voyageurs qui désirent se rendre soit aux Chutes du Niagara, soit au Canada, soit dans les grandes villes de l'Est, auront, en prenant la route de Louisville, l'avantage de ne changer de voiture qu'une seule fois, à Louisville même. Ils peuvent prendre, ici, passage dans un des magnifiques palais roulants qu'on appelle " Pullman Palace Cars ", et se laisser emporter par la vapeur sans inquiétude et sans peine. De Jackson, celui du Mississippi Central, tous deux sous l'habile surintendance du capitaine E. D. Frost, sont en excellent état et n'en est de même des autres lignes de Humboldt à Louisville. A partir de cette ville, les lignes se multiplient dans toutes les directions, et les voyageurs n'ont qu'à choisir. Rien serait embarrassés, ils n'ont qu'à s'adresser au bureau situé encoignure Camp et Commune, sous le City Hotel. Ils trouveront dans M. A. D. Sheldon, agent du chemin de fer de Jackson, et dans M. Feger, agent des lignes de Humboldt à Louisville, des agents courtois et obligeants qui leur donneront toutes les informations désirables et qui leur éviteront des recherches. Aux personnes qui veulent faire un voyage pittoresque et émouvant, nous recommandons la route de la Pennsylvanie connue sous le nom de Pan Handle. Elle traverse les sites les plus remarquables et permet aux voyageurs qui le désirent de descendre à Pittsburg, la ville des manufactures, et de visiter ses usines. Cette route est sans contredit la plus belle dans le monde entier. M. W. M. Wallington, l'agent de cette ligne, se trouve en ce moment à la Nouvelle-Orléans, prêt à fournir tous les renseignements aux touristes et aux voyageurs.

GRANDE FÊTE AUX FAIR GROUNDS, AUJOURD'HUI. — Nous rappelons à nos lecteurs que l'Association de Bienfaisance des Commis de la Louisiane donne, aujourd'hui, une grande fête aux Fair Grounds. Cette société est très populaire à la Nouvelle-Orléans et nous sommes persuadé qu'il y aura foule aujourd'hui aux Fair Grounds. On trouvera, dans les colonnes d'annonces, le programme de la fête, qui est bien combiné et très varié.

BANQUE MÉTROPOLITAINE DE PRÊTS ET D'ÉPARGNES. — Cette banque, située rue du Camp No. 14, au-dessous du City Hotel, a une somme de $50,000 à prêter sur dépôt de diamants, perles, montres, bijouteries, pianos et fonds de ville à 1% pour cent d'intérêt par mois. Un intérêt de 6 pour cent par an sera accordé sur dépôts pour 60 jours ou davantage. La même banque donnera aussi des certificats de dépôts pour 6 ou 12 mois avec quatre pour cent d'intérêt par consentement spécial. Comme on le voit, la Banque métropolitaine, dont le nom en anglais est "METROPOLITAN LOAN & SAVINGS BANK," offre de grandes facilités et peut, par conséquent, rendre de précieux services. Elle a pour caissier M. T. D. Van Horn, dont l'habileté et l'honorabilité sont très connues.

CHEMIN DE FER DE PONTCHARTRAIN. — Les trains partiront pour aujourd'hui, 4 juillet, de demi-heure en demi-heure depuis 2 heures de l'après-midi. On nous informe que les restaurateurs de Milneburg ont fait d'amples provisions et que les promeneurs, quelqu'en soit le nombre sont certains de trouver bonne table et d'abondants rafraîchissements. Les facilités pour les bains, la pêche et les promenades sur eau sont excellentes.

COCK-PIT DE LA LOUISIANE. — Aujourd'hui, 4 juillet, grand combat de coqs au fameux Coqs-Pit si connu de la Louisiane. On nous assure que les coqs les plus renommés y participeront. La saison du Cock-Pit continuera tous les dimanches jusqu'à nouvel ordre.

☞ Le vrai mérite ne gagne pas tout d'un coup la faveur publique, il se fait apprécier à mesure qu'on apprend à le connaître. C'est le cas pour les HOME STOMACH BITTERS, qui, offerts depuis peu à la consommation, commencent déjà à attirer sérieusement l'attention, et qui seront de plus en plus appréciés.

☞ Il y a plus de 15 ans que les machines à coudre de Grover et Baker ont été introduites dans le Sud et, depuis ce temps leur réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui leur vente dépasse celle de toutes les autres. Dépôt général, Canal 107, 121 et 123.

Nos bureaux et nos ateliers devant être fermés aujourd'hui, à cause de la solennité nationale du QUATRE JUILLET, *l'Abeille* ne paraîtra pas demain samedi.

PROPOSITION AVANTAGEUSE. — M. Michel Lion, rue Vieille-Levée, 197 et 199, en face du Marché français, voulant cesser de faire le commerce de détail, est décidé à écouler à tout prix son grand stock de vêtements, de linge fait, de chapeaux, malles, valises, etc. Le tout devant être vendu dans 90 jours, à partir du 5 juillet, nombre d'articles seront cédés à 25 et 50 pour cent au-dessous du prix coûtant. M. Lion annonce qu'il s'agit d'une liquidation positive et qu'il met en vente à la fois ses comptoirs, ses vitrières, ses installations pour gaz, ses machines à coudre et tout son établissement tel qu'il se comporte. Le stock d'habits de M. Lion est, comme on le sait, fort riche, et nous engageons les acheteurs à profiter de cette occasion pour faire un marché.

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont devenues les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nul ne sera surpris d'apprendre que le pseudo-juge Lynch, qui occupe le siège de la Quatrième Cour de District, a refusé d'accorder une nouvelle addition de cause dans l'affaire de Hawkins contre le *Picayune*.

On avait lieu de s'attendre à l'avance à cette décision, retardée à dessein, par M. Lynch, qui voulait sauver les apparences en ayant l'air de réfléchir avant de se prononcer.

Hier matin, à onze heures, ce pseudo-magistrat a daigné consentir à ce que les avocats de l'Association du *Picayune* fissent venir plusieurs témoins pour prouver que le juri, qui a rendu le verdict unique en faveur de Hawkins, avait cédé à certaines influences et à certaines promesses ; mais finalement il a jugé de conduite qu'il a adoptée depuis le commencement de ce procès, il n'a pas permis aux témoins de paraître. Seulement il leur a imposé silence et a déclaré qu'il n'apercevait que leurs dépositions pouvaient nuire aux intérêts de son ami et feal Hawkins.

Il est inutile de dire que George Walker, l'ex-huissier de la Quatrième Cour, dont le témoignage était si important, n'a pas fait acte d'apparition.

Soit qu'il ait disparu volont irement, ou qu'on l'ait fait disparaître comme Pélagie Brooks, on n'a pu le trouver.

M. Lynch a trouvé tout simple, aussi cela, de déclarer, avec une grande naïveté, que les allégations des avocats du *Picayune* étant insuffisantes, il devait refuser de leur accorder une nouvelle audition de cause.

Cette décision serait d'un ridicule à faire pleurer des ours blancs, si elle n'était en même temps excessivement triste.

Les exécuteurs Cotton et Dibble doivent être satisfaits !

Pour notre part, nous sommes bien forcé de nous le demander, en trouver, dans notre siècle de civilisation, un magistrat, intègre, qui soit indépendant de tout esprit de parti, et qui ne cède pas aux influences des cliques et des coteries ; en un mot, un véritable juge, non *politique-ar !*

Peut-être au Kamtschatka !

C'est aujourd'hui le 4 juillet, le glorieux anniversaire de l'indépendance américaine ; jadis, une grande fête nationale, mais aujourd'hui, à peine célébrée au Sud-même et oppressé, qui n'a pas précisément droit de se réjouir le jour de son indépendance.

Nous apprenons que la réforme municipale, qui a moussonné tant de lauriers dans les plaines de St. Martin-ville, doit sortir en grande tenue aujourd'hui, musique en tête, avec accompagnement de grosse artillerie, et parader dans les rues de la ville.

L'usurpateur Kellogg profite de cette occasion pour nous donner la mesure de ses forces et pour nous obliger à compter les zéros qui lui obtiennent.

Dans une querelle survenue mercredi soir, vers 6 heures, entre deux hommes, nommés, l'un Edward Peters et l'autre T. J. Atmstrong, ce dernier a reçu une balle à la jambe droite. Il a été conduit à l'Hôpital de Charité où sa blessure a été pansée, et son adversaire a été incarcéré.

Un nègre, dont le nom est inconnu, s'est introduit, hier matin, dans la maison située au No 57 rue St. Charles, habitée par madame Monroe et sa famille.

A peine entré, cependant, le malencontreux fripon a dû déguerpir, sans rien empocher, mais laissant, au contraire, derrière lui, un monticule brûlé, qu'il avait voulu ailleurs, probablement.

Un incendie s'est déclaré, vers quatre heures hier après-midi, dans le grenier de la maison située au No 56 de la rue St. Philippe, appartenant à M. Joseph Bourzone.

Le feu a été éteint immédiatement par la pompe No 9 du département de l'ingénieur et les dommages sont peu considérables.

La maison est assurée, mais il nous a été impossible d'apprendre à quelle compagnie elle paie son tribut.

Hier après-midi, vers six heures et demie, trois jeunes garçons qui se promenaient en canot sur le fleuve, furent noyés à l'eau, au pied de la rue Jackson. Deux de ces jeunes étourdis ont nagé jusqu'à terre, mais le troisième, se sentant infailliblement noyé, sans M. James Wallace, qui a eu le bonheur de sauver le petit malheureux.

La police a arrêté hier matin Schoenhausen et Duffy, propriétaires de "l'Alhambra Saloon", qui sont accusés de meurtre sur la personne de James Daly.

On se souvient que ce malheureux est mort subitement, il y a deux jours, à la station de police du premier precinct.

Une enquête a été tenue, et on a eu lieu de supposer Schoenhausen et Duffy d'avoir voulu se débarrasser de leur victime, en lui faisant prendre un narcotique quelconque.

Hier, vers cinq heures de l'après-midi, deux hommes de couleur nommés Houry Foster et Gabriel se sont pris de querelle au coin des rues Plum et Upper Line, à propos de la pluie et du beau temps.

Le nommé Gabriel, qui n'est pas patient de sa nature, a tiré un rasoir de sa poche et s'est mis en devoir de couper la gorge au pauvre Foster qui n'en pouvait mais.

Un métropolitain, en s'approchant, a mis fin au combat. L'ange Gabriel qui, s'il était d'ailes, a deux bonnes jambes, s'est enfui, et le blessé a été conduit à l'Hôpital de Charité.

On a trouvé hier après midi, vers trois heures, le corps d'un homme blanc flottant dans le Vieux Bassin, près de la rue White.

Le coroner a tenu une enquête et on a découvert que le malheureux s'appelait James Kennedy, qu'il était âgé de 30 ans et natif d'Irlande. On suppose qu'il s'est noyé accidentellement.

L'huile de pétrole a fait encore des siennes hier soir.

Une lampe a fait explosion vers neuf heures, dans une maison habitée par Mme Burks, située rue Berlin, entre Colbert et Chestnut. La seule victime de ce petit accident a été une montre, qui a pris feu et qui a été réduite en cendres.

TEMPÉRATURE. — 3 juillet 1873.

Thermomètre de C. Durand, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	86	30
12 M.	95	35
3 P. M.	93	33
6 P. M.	89	31

— TULLE, 18 juin. — On parle beaucoup, dans l'intimité, d'un incident curieux dont le vaudeville a fait les frais pendant le séjour de la République à Brive. M. Grévy, son ministre de la justice et le préfet de la Corrèze. M. de Bure, et le procureur de la République de Brive. M. Meyjonroux, ami de M. Gambetta, est procureur depuis le 4 septembre.

Dimanche dernier, il se trouvait avec son sous-préfet à la gare de Brive lorsque M. de Bure, revenant d'une tournée de chasse, descendit du train.

— Vous pleurez, cher ami, lui dit le sous-préfet à Meyjonroux, voulez-vous ye-nir le saluer ?

Meyjonroux fit un geste de dénégation violent, accompagné d'un haut-le-corps, et s'éloigna. Le préfet remarqua cette scène.

Hier lundi, il se trouvait à Brive, et le tribunal fut présenté. Le tour du parquet arriva, et M. Meyjonroux dut s'avancer.

Le préfet l'accostapha vivement, et lui dit qu'après la conduite de dimanche à la gare, il était bien fait de ne pas se montrer devant lui.

Le procureur interloqué répondit qu'il n'acceptait pas l'observation.

— Je la maintiens, lui dit le préfet, et M. Meyjonroux se retira confus, à la grande joie des magistrats, qui ne peuvent le souffrir.

☞ Jus de Fruits français. — Fraises Framboises et Groseilles, — venant l'être reçus directement de France par la maison Norman & Heiss, rue de la Vieille-Levée, 121 et 123.

L'AFFAIRE DE HANC.

Nous lisons dans la *Patrie* du 17 :

La demande en autorisation de poursuites contre M. Hanc et la nomination de la commission chargée d'examiner cette demande forment le principal objet des discussions dans la presse comme dans le monde parlementaire.

En première ligne des défenseurs de M. Hanc figure naturellement la *République française*, laquelle termine ce matin par cette figure un long article consacré à ce sujet :

Il faut que les hommes honnêtes, consciencieux, indépendants des exigences aveugles des partis, se mettent au fond de la question ainsi posée : En votant les poursuites demandées, ils pourront peut-être frapper M. Hanc, mais ils n'empêcheront pas à retirer le gouvernement de M. Thiers, la justice militaire de leur pays et l'Assemblée nationale elle-même.

Ainsi, la *République française* reconnaît que M. Hanc pourra être frappé ; c'est un aveu, car assurément elle ne parlerait pas ainsi si elle ne le savait coupable. Or, si M. Hanc est coupable, la défiance de son impunité, soigneusement entretenue durant deux années, atteindra le gouvernement de M. Thiers ; cela est certain, et nous avons été les premiers à le dire nous-même. Mais ce que nous tenons à ajouter, c'est que le gouvernement de M. Thiers seul sera atteint, la justice militaire ni l'Assemblée n'ayant à supporter pas dans cette responsabilité.

Ce qui concerne l'Assemblée nationale, il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à la discussion qui a eu lieu à ce sujet dans la séance du 30 décembre 1871. Quel a été en effet l'ordre du jour adopté par la Chambre ? Le suivant :

" L'Assemblée nationale, après avoir entendu les explications des ministres de la justice et de la guerre, et *confiant dans la sévère observation des lois*, passe à l'ordre du jour."

Or, le ministre de la justice s'était borné à venir déclarer ceci : " Pas plus pour M. Hanc que pour personne, aucune demande d'arrestation n'a été adressée au ministère de la guerre. " Le ministre de la guerre avait ajouté : " Jusqu'ici aucune demande d'autorisation de poursuivre le sieur Hanc. On n'avait pas d'ailleurs à s'occuper de lui, car il a prouvé que, il y a quelques jours, le ministère public avait paru devant un des parquets des conseils de guerre, qui n'a pas jugé à propos de l'arrêter, bien qu'à lui seul appartînt le droit de le retenir ou de le relâcher.

Lui-même, la Chambre, voulant laisser toute latitude à la justice militaire, pas plus qu'à l'ordre du jour, n'a mis en avant aucune question de confiance. Elle a donc fait cette déclaration : " Nous croyons pouvoir compter, qu'elle comptait sur la *stricte observation des lois.*

Et maintenant, poursuivons les paroles des conseils de guerre qui ont pu passer à propos d'arrêter M. Hanc ? Parce que M. Thiers personnellement n'y est compris opposé. Qu'on se rappelle en effet les précautions extraordinaires prises à cet égard par M. le capitaine Grimal dans les lettres que nous avons publiées, et qui ne permettent pas de douter de la lettre du 13 juin insérée dans notre numéro du 14 :

" En ce qui concerne la justice militaire, M. le général Appert, qui la dirigeait, n'a pas d'autre supérieur que M. Thiers. Et ce dernier, M. de Ladmirault, que *j'ai vu ces jours-ci matin dans le cabinet de M. Thiers, pour y parler spécialement de votre affaire*, M. de Ladmirault, dis-je, est *le plus impartial, le plus équitable et le plus respectueux des lois* parmi les chefs de corps auxquels nous avons affaire. Il a pour principaux des parquets des conseils de guerre, qui n'a pas jugé à propos de l'arrêter, bien qu'à lui seul appartînt le droit de le retenir ou de le relâcher.

Et maintenant, poursuivons les paroles des conseils de guerre qui n'ont pas jugé à propos d'arrêter M. Hanc ? Parce que M. Thiers personnellement n'y est compris opposé. Qu'on se rappelle en effet les précautions extraordinaires prises à cet égard par M. le capitaine Grimal dans les lettres que nous avons publiées, et qui ne permettent pas de douter de la lettre du 13 juin insérée dans notre numéro du 14 :

" En ce qui concerne la justice militaire, M. le général Appert, qui la dirigeait, n'a pas d'autre supérieur que M. Thiers. Et ce dernier, M. de Ladmirault, que *j'ai vu ces jours-ci matin dans le cabinet de M. Thiers, pour y parler spécialement de votre affaire*, M. de Ladmirault, dis-je, est *le plus impartial, le plus équitable et le plus respectueux des lois* parmi les chefs de corps auxquels nous avons affaire. Il a pour principaux des parquets des conseils de guerre, qui n'a pas jugé à propos de l'arrêter, bien qu'à lui seul appartînt le droit de le retenir ou de le relâcher.

Les-le-juges Cotton et Dibble doivent être satisfaits !

Pour notre part, nous sommes bien forcé de nous le demander, en trouver, dans notre siècle de civilisation, un magistrat, intègre, qui soit indépendant de tout esprit de parti, et qui ne cède pas aux influences des cliques et des coteries ; en un mot, un véritable juge, non *politique-ar !*

Peut-être au Kamtschatka !

C'est aujourd'hui le 4 juillet, le glorieux anniversaire de l'indépendance américaine ; jadis, une grande fête nationale, mais aujourd'hui, à peine célébrée au Sud-même et opprimé, qui n'a pas précisément droit de se réjouir le jour de son indépendance.

Nous apprenons que la réforme municipale, qui a moussonné tant de lauriers dans les plaines de St. Martinville, doit sortir en grande tenue aujourd'hui, musique en tête, avec accompagnement de grosse artillerie, et parader dans les rues de la ville.

L'usurpateur Kellogg profite de cette occasion pour nous donner la mesure de ses forces et pour nous obliger à compter les zéros qui lui obtiennent.

Dans une querelle survenue mercredi soir, vers 6 heures, entre deux hommes, nommés, l'un Edward Peters et l'autre T. J. Atmstrong, ce dernier a reçu une balle à la jambe droite. Il a été conduit à l'Hôpital de Charité où sa blessure a été pansée, et son adversaire a été incarcéré.

Un nègre, dont le nom est inconnu, s'est introduit, hier matin, dans la maison située au No 57 rue St. Charles, habitée par madame Monroe et sa famille.

A peine entré, cependant, le malencontreux fripon a dû déguerpir, sans rien empocher, mais laissant, au contraire, derrière lui, un monticule brûlé, qu'il avait voulu ailleurs, probablement.

Un incendie s'est déclaré, vers quatre heures hier après-midi, dans le grenier de la maison située au No 56 de la rue St. Philippe, appartenant à M. Joseph Bourzone.

Le feu a été éteint immédiatement par la pompe No 9 du département de l'ingénieur et les dommages sont peu considérables.

La maison est assurée, mais il nous a été impossible d'apprendre à quelle compagnie elle paie son tribut.

Hier après midi, vers six heures et demie, trois jeunes garçons qui se promenaient en canot sur le fleuve, furent noyés à l'eau, au pied de la rue Jackson. Deux de ces jeunes étourdis ont nagé jusqu'à terre, mais le troisième, se sentant infailliblement noyé, sans M. James Wallace, qui a eu le bonheur de sauver le petit malheureux.

La police a arrêté hier matin Schoenhausen et Duffy, propriétaires de "l'Alhambra Saloon", qui sont accusés de meurtre sur la personne de James Daly.

On se souvient que ce malheureux est mort subitement, il y a deux jours, à la station de police du premier precinct.

Une enquête a été tenue, et on a eu lieu de supposer Schoenhausen et Duffy d'avoir voulu se débarrasser de leur victime, en lui faisant prendre un narcotique quelconque.

Hier, vers cinq heures de l'après-midi, deux hommes de couleur nommés Houry Foster et Gabriel se sont pris de querelle au coin des rues Plum et Upper Line, à propos de la pluie et du beau temps.

Le nommé Gabriel, qui n'est pas patient de sa nature, a tiré un rasoir de sa poche et s'est mis en devoir de couper la gorge au pauvre Foster qui n'en pouvait mais.

Un métropolitain, en s'approchant, a mis fin au combat. L'ange Gabriel qui, s'il était d'ailes, a deux bonnes jambes, s'est enfui, et le blessé a été conduit à l'Hôpital de Charité.

On a trouvé hier après midi, vers trois heures, le corps d'un homme blanc flottant dans le Vieux Bassin, près de la rue White.

Le coroner a tenu une enquête et on a découvert que le malheureux s'appelait James Kennedy, qu'il était âgé de 30 ans et natif d'Irlande. On suppose qu'il s'est noyé accidentellement.

L'huile de pétrole a fait encore des siennes hier soir.

Une lampe a fait explosion vers neuf heures, dans une maison habitée par Mme Burks, située rue Berlin, entre Colbert et Chestnut. La seule victime de ce petit accident a été une montre, qui a pris feu et qui a été réduite en cendres.

TEMPÉRATURE. — 3 juillet 1873.

Thermomètre de C. Durand, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	86	30
12 M.	95	35
3 P. M.	93	33
6 P. M.	89	31

— TULLE, 18 juin. — On parle beaucoup, dans l'intimité, d'un incident curieux dont le vaudeville a fait les frais pendant le séjour de la République à Brive. M. Grévy, son ministre de la justice et le préfet de la Corrèze. M. de Bure, et le procureur de la République de Brive. M. Meyjonroux, ami de M. Gambetta, est procureur depuis le 4 septembre.

Dimanche dernier, il se trouvait avec son sous-préfet à la gare de Brive lorsque M. de Bure, revenant d'une tournée de chasse, descendit du train.

— Vous pleurez, cher ami, lui dit le sous-préfet à Meyjonroux, voulez-vous ye-nir le saluer ?

Meyjonroux fit un geste de dénégation violent, accompagné d'un haut-le-corps, et s'éloigna. Le préfet remarqua cette scène.

Hier lundi, il se trouvait à Brive, et le tribunal fut présenté. Le tour du parquet arriva, et M. Meyjonroux dut s'avancer.

Le préfet l'accostapha vivement, et lui dit qu'après la conduite de dimanche à la gare, il était bien fait de ne pas se montrer devant lui.

Le procureur interloqué répondit qu'il n'acceptait pas l'observation.

— Je la maintiens, lui dit le préfet, et M. Meyjonroux se retira confus, à la grande joie des magistrats, qui ne peuvent le souffrir.

☞ Jus de Fruits français. — Fraises Framboises et Groseilles, — venant l'être reçus directement de France par la maison Norman & Heiss, rue de la Vieille-Levée, 121 et 123.

☞ Il n'y a pas de toilette complète de dame sans le SOZODONT véritable. Il donne à la bouche la plus blanche haleine, aux gencives une rougeur de rubis, et aux dents une blancheur d'albâtre qui les fait ressembler à des perles dans un vase de corail.

MAIN.

MARIE, hier, le 3 juillet 1873, à l'âgée de 20 Augustin, à midi, par le Révérend J. R. Jobert, Mlle JULES AUGUSTE à MLLE LUMENA BONNEAZIN.—Tous deux de cette ville.

Pas de cartes.

Décédé hier soir, à onze heures, à l'âge de vingt-six ans, Mademoiselle LOUISE ELVINA FALT. Les amis et connaissances des familles Falt, Bulgarie et Mc Clelland, sont priés d'assister aux funérailles, qui auront lieu aujourd'hui à cinq heures de l'après-midi. Le convoi mortuaire partira de la résidence des parents, No 65, rue Royale, entre les rues Conti et Louisa.

ENTREPOT DE TAPIS, Au No. 17 de la rue de Chartres, A. BROUSSEAU, Importateur, offre, en gros et en Détail, TAPIS—1000 pièces Tapis anglais et américains, TOILES CIRÉES pour plancher, tables et voitures. — NATTES—100 rouleaux Nattes blanches, WINDOWS, Couvertures de tables et de pianos, STRIPS EN LAINE pour escaliers, tables et voitures, DIAMANTS ET DENTELLES Mousseline, BRETELLES, CORSETS, LISIÈRES, lacets, CRINS, Satins, Cutil à matelas, Reps, la, &c. &c. &c. A. BROUSSEAU, A. BROUSSEAU, A.—D.—L'U.—S.

SALUT FORCE—UNION!

Orient de la Nouvelle-Orléans, le 4 juillet 1873

Les membres de la Loge L. Perdue, No 2, sous la juridiction de la Grande Loge de la Louisiane, sont priés de se réunir ce soir, à 7½ heures, au Temple, pour procéder à l'augmentation de salaire d'un de nos frères de Comp. et M. M. Tous les F. sont fraternellement invités à assister.

Par ordre du V.en

E. FOUQUET, 2me

4 juil—1 Secrétaire.

Louisiana Cock Pit.

THE public is hereby informed that this popular place of recreation will be opened on TO-DAY, 4th of July, and that in honor of said holiday will celebrate the day, a GRAND ROYAL FIGHT will take place, in which some of the most noted cocks of the season will appear. The fighting season will continue as heretofore, EVERY SUNDAY, until further notice.

4 juillet 1f PP

Propositions Avantageuses!

197 et 199 Vieille Levée 197 et 199

EN FACE DU MARCHÉ FRANÇAIS.

MICHEL LION

Fatigué du commerce de détail, se propose d'écouler son magnifique stock,

A N'IMPORTE QUEL PRIX.

Son établissement sera débarrassé. Le tout se composera d'HABILLEMENTS CONFECTIONNÉS pour hommes et enfants, LINGE DE DESSOUS, CHAPEAUX, MALLES, VALISES, etc.

Le tout doit être vendu dans le court délai de 90 jours, les marchandises sont remarquées de 25 à 50 cents à meilleur marché que le prix coûtant.